

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n° 19-DRCTAJ/1- 42

mettant en demeure la société Ernest SOULARD de respecter des prescriptions de fonctionnement pour son usine de fabrication d'aliments pour animaux située à Essarts-en-Bocage

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 12-DRCTAJ/1-1078 du 22 novembre 2012 autorisant la société ERNEST SOULARD à poursuivre l'exploitation de son unité de production d'aliments pour animaux à L'Oie, commune d'Essarts-en-Bocage ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 janvier 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'article 7.2.6 de l'arrêté du 22 novembre 2012 susvisé dispose que « *L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :*

- *l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;*
- *l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté » ;*

Considérant que lors de la visite en date du 12 décembre 2018, l'exploitant a présenté à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) un document de la société Bureau Veritas, daté du 29 mars 2018, intitulé « installations électriques – compte rendu de vérification périodique » et référencé 432966/3.23.4.Q18 ;

Considérant que ce document ne comporte pas l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.2.6 de l'arrêté du 22 novembre 2012 ;

Considérant l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui dispose que « *en cas d'observation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations [...] l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

Considérant qu'un délai de trois mois est jugé suffisant pour lever ces écarts ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - La société ERNEST SOULARD, exploitant de l'usine de fabrication d'aliments pour canards située zone industrielle des Landes sur la commune d'Essarts-en-bocage, est mise en demeure de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral n° 12-DRCTAJ/1-1078 du 22 novembre 2012.

Pour cela, l'exploitant obtient de la part d'un organisme compétent un avis sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.

Article 2 - L'exploitant adresse au préfet, dans **un délai de quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Conformément aux dispositions des articles L.171-11 du code de l'environnement et R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES (6 allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex 1). La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

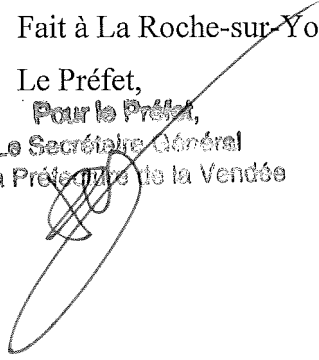
Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Essarts-en-Bocage et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement, section des installations classées.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement, du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 25 JAN. 2019
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée



François-Claude PLAISANT

Arrêté n° 19-DRCTAJ/1- 42

mettant en demeure la société Ernest SOULARD de respecter des prescriptions de fonctionnement pour son usine de fabrication d'aliments pour animaux située à Essarts-en-Bocage